



La quinzaine nordique

© DG Trésor

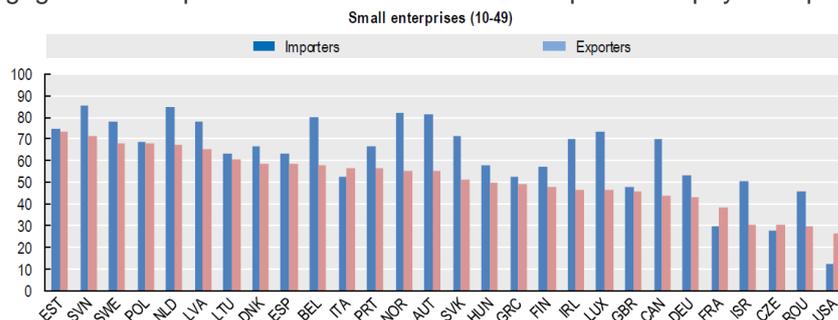
N° 162 du 12 octobre 2018

Pays Nordiques

Innovation. Le Bloomberg innovation index 2018, qui classe les pays les plus innovants sur la base d'un large éventail de critères (découvertes scientifiques et poids des chercheurs, dépenses en R&D, valeur ajoutée de l'industrie manufacturière, productivité, efficacité du secteur tertiaire, nombre de brevets déposés & activités de propriété intellectuelle, part des sociétés Techs dans le tissu industriel, etc.), confirme la domination de la Corée du Sud qui conserve le statut de pays le plus innovant au monde devant la Suède et Singapour. Les autres pays nordiques sont globalement aussi très bien placés avec la Finlande 7^{ème}, le Danemark 8^{ème}, la Norvège 15^{ème} et l'Islande au 24^{ème} rang. Pour les trois pays nordiques dans le top 10 (SE, FI et DK) on notera que c'est la bonne moyenne dans l'ensemble des critères étudiés qui explique leur compétitivité. La force des pays nordiques repose ainsi sur le fait qu'ils bénéficient d'un écosystème particulièrement propice à l'innovation. Parmi ces critères, ce sont ceux se référant aux chercheurs scientifiques ainsi qu'à la propriété intellectuelle qui ressortent comme les points forts. La France réalise une belle performance en gagnant deux places et entre ainsi dans le top 10 des pays les plus innovants de la planète.

Country	Place change from 2017	Total score
1 South Korea	0	89.28
2 Sweden	0	84.70
3 Singapore	+3	83.05
4 Germany	-1	82.53
5 Switzerland	-1	82.34
6 Japan	+1	81.91
7 Finland	-2	81.46
8 Denmark	0	81.28
9 France	+2	80.75
10 Israel	0	80.64

Entrepreneuriat. Selon un récent rapport de l'OCDE sur l'entrepreneuriat dans les pays développés, les petites entreprises finlandaises contribuent moins aux exportations que celles des autres pays nordiques. Ainsi, en 2016, près de 50 % des entreprises de 10 à 49 salariés étaient exportatrices, contre 70 % en Suède, ou 60 % au Danemark.



SAS. La compagnie aérienne scandinave va multiplier ses nouvelles liaisons avec la France à compter de l'été 2019. Marseille sera desservie depuis Stockholm et Copenhague et Nice à partir de Bergen.

Danemark

Chômage. Moins de chômeurs, une durée d'allocation raccourcie (de 4 années à 2 années) et une diminution du taux de remplacement (équivalent du salaire journalier de référence – SJR) permettent aujourd'hui à l'Etat danois d'économiser 2 Mds€ d'allocations chômage par rapport à 1995. Ce sont désormais les 2,1 millions de cotisants (A-kasse) qui financent 65% du système de retraite danois (contre 19% en 1995). Selon le syndicat LO, il est actuellement économiquement illogique que les contributeurs payent par an 31% de plus qu'en 1995, alors qu'ils touchent proportionnellement moins d'allocations qu'à l'époque (baisse du taux de chômage, réduction du montant et de la durée des allocations).

Rentrée parlementaire. Le 2 octobre dernier, le Premier ministre Lars Løkke Rasmussen a prononcé son dernier discours de rentrée avant les élections législatives prévues pour le printemps 2019. Il a présenté deux dispositions majeures que le gouvernement souhaiterait mettre en place. La première est un ensemble de mesures visant à encourager les étrangers à venir travailler au Danemark, afin de remédier à la pénurie de main d'œuvre. La deuxième est un plan climatique interdisant la vente de voitures à essence et à diesel dès 2030, sur recommandation du Conseil danois sur le changement climatique. Ce plan est une réponse à la pollution générée par le secteur des transports, responsable d'un quart des émissions de dioxyde de carbone au Danemark. « Notre ambition est grande et c'est précisément pourquoi nous devons essayer », a déclaré le Premier ministre lors de son discours, anticipant la réaction des observateurs estimant l'objectif irréaliste.

Urbanisme. Le 5 octobre, le gouvernement danois et la ville de Copenhague ont annoncé la création d'une nouvelle île artificielle dans la capitale, baptisée Lynetteholmen. Elle sera construite dans le prolongement du quartier Refshaleøen, donnant sur le détroit de l'Øresund. L'île devrait héberger 35 000 habitants (20 000 logements dont un quart de logements sociaux) et générer autant d'emplois. Un tunnel sous-marin, une voie périphérique, une gare ainsi qu'une nouvelle ligne de métro seront aménagés. L'île fait partie du dispositif de protection de la ville contre le changement



climatique : elle servira de barrage en cas d'inondation, comme celle de 2011. Avant le lancement des travaux (prévus en 2035 pour une livraison en 2070), le Parlement et le Conseil municipal doivent approuver l'accord de principe signé par le gouvernement et la ville. Le coût de ce projet de développement urbain est estimé à 20 Mds DKK (2,7 Mds€) et devrait, selon le Premier ministre, être autofinancé.

Inégalités. Selon le World Wealth Report 2018, établi par le cabinet Capgemini, le nombre de millionnaires (en dollars) danois a augmenté de 25% entre 2016 et 2017. 96 600 Danois détiendraient en effet une fortune de 230 Mds\$, sans même que l'étude ne tienne compte des résidences principales, des collections d'art ou des voitures de luxe. Danmarks Statistik précise qu'il faut tout de même prendre en compte l'importante richesse investie dans les fonds de pension pour arriver à ce nombre, qui se limite à 15 000 si l'on se contente de l'épargne bancaire et des actions. Mais il n'y a pas que les Danois les plus aisés qui profitent de la bonne tenue des marchés de capitaux et de l'immobilier, puisque une vaste majorité de la population en bénéficie également via leurs pensions, et que la richesse moyenne par Danois a augmenté de 1 235 € depuis 2015 (selon le ministère de l'Economie). Pourtant, le Conseil pour les personnes défavorisées (*Rådet for socialt udsatte*) rappelle que la pauvreté a doublé en 15 ans, et qu'elle touche actuellement près de 50 000 personnes, dont 9 000 jeunes.

Finlande

5G. Suite à une vente aux enchères fin septembre, le gouvernement finlandais a attribué le spectre sur la bande haute des 3,5 GHz, nécessaire pour la 5G, aux trois principaux opérateurs de télécommunication du pays : Telia, Elisa et DNA. Le produit de cette vente s'élève à 77,6 M€. Ces licences seront valides pour 15 ans à partir du 1^{er} janvier 2019.

Réforme des transports. Le gouvernement a récemment déposé au Parlement le troisième projet de loi constitutif de la réforme des transports débuté en 2017. Ce texte prévoit la simplification et l'harmonisation des qualifications professionnelles dans les secteurs terrestre et maritime, dans le but de développer l'offre de travail, notamment concernant les services de taxi. Les deux premières lois entrées en vigueur entre 2017 et 2018 organisent l'ouverture et l'accessibilité des données des opérateurs de transport, afin de permettre le développement de nouveaux services de mobilité.

Travail. Après une forte opposition de la part des syndicats de salariés, dont certains ont organisé une grève de 24h le 3 octobre 2018 suivi par près de 30 000 employés, le gouvernement a proposé d'amender son projet facilitant le licenciement individuel. L'assouplissement des critères permettant le licenciement pour raisons personnelles ne concernerait désormais plus que les entreprises de moins de 10 salariés, contre celles de 20 salariés auparavant. La plupart des syndicats ont renouvelé leur opposition au projet malgré l'amendement proposé et l'interdiction d'effectuer des heures supplémentaires décrétée par plusieurs organisations pourrait être maintenue en octobre.

Norvège

Budget 2019. La ministre des Finances, Siv Jensen, a présenté le projet de budget 2019, axé autour de 6 priorités : accélérer la transformation de l'économie norvégienne, respecter les engagements en matière de climat, favoriser l'intégration (notamment par l'emploi), protéger l'Etat-providence, lutter contre la pauvreté, et renforcer la sécurité. Le projet de budget 2019 (1430 Mds de NOK, soit 151 Mds €) table sur une croissance du PIB de 2,7% en 2019, et prévoit des prélèvements dans le Fonds pétrolier plus élevés qu'en 2018 (231 Mds de NOK contre 226), tout en restant au-dessous de la limite de 3%. Le projet de budget met l'accent sur la R&D, en finançant tant des projets à haute teneur technologique (800 M de NOK, soit 84,3M €), mais également en abondant le budget de l'enseignement supérieur (250 MNOK, soit 26,4 M€) sur des thèmes comme la cybersécurité et la transition écologique. En matière de lutte contre le changement climatique, le gouvernement augmente son budget pour la préservation des océans et les EnR. 670 MNOK (70 M€) seront alloués aux projets CCS (*Carbon capture and storage*) en Norvège.

Trafic aérien. Avec 1,67 million de passagers en 2017, Norwegian devient la première compagnie (hors USA) sur les vols transatlantiques à destination de New York, détrônant British Airways (1,63 million). Norwegian s'est lancée dans les long-courriers en 2013 et dessert trois aéroports à New York. Par ailleurs, Ola Elvestuen, ministre du Climat et de l'Environnement, a récemment annoncé que les biocarburants de 2^{nde} génération (qui n'entrent pas en concurrence avec l'alimentation humaine) devraient représenter 0,5% du carburant utilisé dans le trafic aérien d'ici 2020, puis 30% à partir de 2030.

Stratégie plastique. Ola Elvestuen, ministre du Climat et de l'Environnement, a envoyé des propositions à la Commission européenne pour améliorer les mesures présentées par Bruxelles en mai dernier pour lutter contre la pollution plastique. La Norvège propose d'obliger les producteurs de plastique à utiliser des matériaux alternatifs si leur coût est acceptable et si leur empreinte écologique est plus faible, et de financer en partie le coût du nettoyage de la pollution plastique. Oslo propose également une observation plus fine et harmonisée à l'échelle européenne de la pollution plastique du littoral. La consommation annuelle de sacs plastiques en Norvège, estimée à un milliard d'unités en 2014, a reculé d'environ 100 millions en 2017. A noter que les entreprises du secteur de la distribution ont récemment doté un fonds environnemental, le Handelens Miljøfond, pour financer des projets de réduction et de recyclage des



La quinzaine nordique – 12 octobre 2018 © DG Trésor

déchets plastiques. Depuis août 2018, les membres contribuent à hauteur de 5 centimes par sac plastique utilisé, ce qui devrait permettre au fonds de collecter entre 30 et 40 M€ par an.

Norsk Hydro. Le Brésil a validé l'utilisation de nouveaux filtres par le fabricant norvégien d'aluminium Norsk Hydro (dont l'Etat norvégien est actionnaire à hauteur de 34%), et a ainsi autorisé la reprise de l'activité à 50% de sa raffinerie Alunorte, la plus grande usine d'alumine au monde. La production avait été suspendue début octobre en raison d'un litige environnemental avec les autorités brésiliennes, entraînant une chute de l'action du groupe de 12%.

Pêche en Arctique. La Norvège a signé à Ilulissat (Groenland), le nouvel accord international interdisant la pêche non-réglémentée dans l'océan Arctique. L'accord, également signé par l'UE, les Etats-Unis, la Russie, le Canada, le Danemark, l'Islande, et les autres Etats pêchant dans la zone (Chine, Japon et Corée du Sud), interdit aux pays signataires la pêche commerciale dans ces eaux sans réglementation.

Energies renouvelables. La société publique Statkraft a décidé d'augmenter fortement ses investissements dans les énergies renouvelables, tant en Norvège qu'à l'étranger. D'ici 2025, Statkraft envisage de tripler sa production d'énergie éolienne (de 2000 MW à 6000 MW), et de multiplier sa production d'énergie solaire par 100 (de 20 MW à 2000 MW).

Hydrocarbures. Equinor a repoussé à 2020 la mise en service de la plateforme Martin Linge (qu'elle a racheté à Total en mars dernier). La société a par ailleurs revu à la hausse le coût du projet (+ 47 Mds de NOK, soit 4,9 Mds €).

Autopartage. Le groupe NSB (équivalent de la SNCF) a annoncé avoir signé un accord de franchise avec la société danoise GreenMobility pour son futur service d'autopartage à Oslo. NSB a également fait savoir que la flotte de 250 véhicules serait composée de Renault ZOE. La date de lancement du service n'a pas été précisée.

Islande

WOW air. Un rapport d'analyse des risques mené par la Banque centrale et le gouvernement islandais confirme le risque systémique que pourrait causer la faillite de la compagnie aérienne WOW air. Selon ce rapport, une telle faillite pourrait conduire à une contraction du PIB islandais de 2 à 3% et à une baisse de la valeur de la couronne islandaise de 13% par rapport aux principales devises étrangères. Le rapport ajoute que 1 400 emplois seraient menacés ; l'inflation pourrait augmenter de 3% et les exportations pourraient se contracter de 10% par rapport à l'année précédente. WOW air, qui transporte 37% des passagers atterrissant en Islande, est cependant parvenue récemment à se donner de l'air sur le plan financier après une émission obligataire de 60 M€.

Primera Air. La compagnie aérienne low-cost Primera fondée en 2003 en Islande puis rachetée par le groupe Primera Travel group en 2008, a annoncé le 1^{er} octobre dernier qu'elle déposait le bilan et cessait ses opérations. Primera air, qui possédait une flotte de 14 avions, s'est déclarée en faillite après avoir perdu près de 9,5M€ l'année dernière. Dans un communiqué de presse, la compagnie justifie notamment cette décision par la hausse des cours du pétrole et l'échec des négociations auprès d'une banque pour obtenir un financement de 40 M€. Bien que l'impact de cette banqueroute sur l'économie islandaise soit marginal, la compagnie a déposé le bilan sans s'acquitter des frais aéroportuaires d'un montant de 50M ISK (372 000€) à l'aéroport de Keflavik.

Suède

Acier « vert ». La Suède prévoit de décarboner sa production d'acier : le gouvernement (*via* l'Agence suédoise de l'Énergie), le géant minier suédois LKAB, l'énergéticien public Vattenfall et le groupe métallurgiste SSAB ont décidé d'investir près de 10 M€ pour produire de l'acier "vert", fabriqué sans combustibles fossiles. Le projet pilote, nommé Hybrit, devrait permettre de remplacer le charbon par de l'hydrogène dans le procédé de fabrication de l'acier. L'objectif est de décarboner l'ensemble du procédé de production de l'acier suédois d'ici 2035, ce qui permettrait de réduire les émissions nationales de gaz à effet de serre de 10% et contribuerait à l'atteinte de l'objectif national de neutralité carbone d'ici 2045. Selon les analyses de SSAB, le coût de production de l'acier "vert" serait actuellement supérieur de 20% à celui de l'acier classique, mais les perspectives de relèvement du prix du carbone à moyen terme, combiné à la contraction du prix de l'électricité verte nécessaire à la production d'hydrogène, devraient permettre à l'acier "vert" de devenir compétitif d'ici 2035.

Salaire. Selon l'Office suédois des statistiques (SCB), l'écart salarial se contracte et le salaire médian des femmes représente désormais 77% du salaire des hommes contre 68% en 1991. Ce sont surtout les jeunes femmes qui sont à l'origine de cette évolution avec des progressions de salaire supérieures aux autres catégories.

Délégation des services publics. Le recours à cette pratique est relativement répandu dans certaines communes (Stockholm notamment), alors que dans d'autres l'intégralité des services publics est assurée par des établissements municipaux. Les communes sont entièrement libres de choisir la méthode de gestion qui leur convient le mieux en accord avec la loi (LOV, *Lagen om valfrihet*). Selon l'Office suédois des statistiques (SCB), la part des acteurs privés en matière de gestion d'établissement de santé, de soins et de l'enseignement représente désormais une part de marché de 18%. En effet le chiffre d'affaires cumulé de ces entreprises représente 198 Mds SEK (20 Mds€) sur un marché



global d'une valeur de 1 076 Mds SEK (près de 110 Mds€) en 2016. La part de marché des acteurs privés est en hausse constante depuis plusieurs années et devrait encore progresser dans les années à venir à en croire la tendance actuelle.

PME. Selon Eurostat la capacité de survie des nouvelles entreprises est particulièrement élevée en Suède dans un contexte européen. 86,5% des entreprises créées en 2014 dans ce pays étaient toujours en activité après deux ans, contre 82% aux Pays-Bas et 77% en Croatie. Les taux étaient de 68% pour la France et de 62% pour l'Allemagne.

Capio/Ramsay. Ramsay Générale de Santé porte son offre de rachat du groupe suédois de santé Capio AB (siège à Göteborg) à 783M€ (+20% par rapport à l'offre initiale). Le Conseil d'administration de ce dernier vient de recommander aujourd'hui aux actionnaires du groupe d'accepter cette seconde offre. La valeur du titre de Capio (liste Midcap de la Bourse de Stockholm) a gagné plus de 45% par rapport à avant la première OPA de Ramsay. Dans cette optique, les deux premiers actionnaires de Capio que sont Robur (9,2% capital/droits de vote) et R12 (7,9%) ont décidé de vendre à Ramsay. Pour mémoire, Capio, est un leader européen de la santé ambulatoire présent en Suède, en Norvège, au Danemark, en Allemagne et en France. Capio France compte 22 cliniques et traite plus de 760 000 patients tous les ans, dont plus de 80% en ambulatoire. Ramsay conditionne son OPA à une souscription par au moins 75% des actionnaires. La période d'acceptation de l'offre est fixée au 25 octobre. Parallèlement, la rupture des négociations entre Capio AB et Vivalto Santé pour le rachat de Capio France va coûter 5 M€ en "breakup fees" à Capio.

Autopartage/Renault ZOE. Aimo Solution AB, start-up détenue par la compagnie d'investissement japonaise Sumitomo Corporation, se lance fin octobre dans le service de partage de voitures à Stockholm sous le nom « aimo », « ai » pour intelligence artificielle et « mo » pour mobility ». La start-up s'est ainsi dotée d'une flotte de 300 véhicules entièrement électriques et a choisi la Renault ZOE pour son autonomie et son format compact. Aimo espère réussir là où deux autres start-ups ont précédemment échoués : Car2go (filiale de Daimler) et DriveNow (BMW) qui ont respectivement quitté Stockholm en 2016 et juillet 2018. Ces échecs consécutifs sont liés aux coûts du péage urbain et du parking qui rendent la possession d'une voiture plus rentable que le recours à un service d'autopartage, ainsi qu'à la concurrence des VTC (Véhicules de Tourisme avec Chauffeur) comme UBER. Aimo espère relever ce défi en proposant un service plus respectueux de l'environnement que ses prédécesseurs. Ces véhicules électriques sont disponibles en « free-floating » via des places de stationnement dans des zones géographiques définies ou via des parkings « hotspots » réservés exclusivement pour ces Renault ZOE. Le concept d'Aimo a déjà fait ses preuves dans des villes telles que Madrid, Bologne et Copenhague.

Picadeli. L'enseigne française Francprix et le suédois Picadeli ont remporté un Grès d'Or en 2018 pour leur partenariat conclu en février 2018. Francprix a été séduit par le concept de bar à salade en self-service de Picadeli. Aujourd'hui, le réseau Francprix propose des bars à salade dans 130 points de vente à travers l'Hexagone, et l'objectif est de passer à 200 sous peu. A ce jour, plus de 1 million de salades ont été vendues en France ce qui reflète bien le succès du concept qui est déjà fortement développé en Suède.

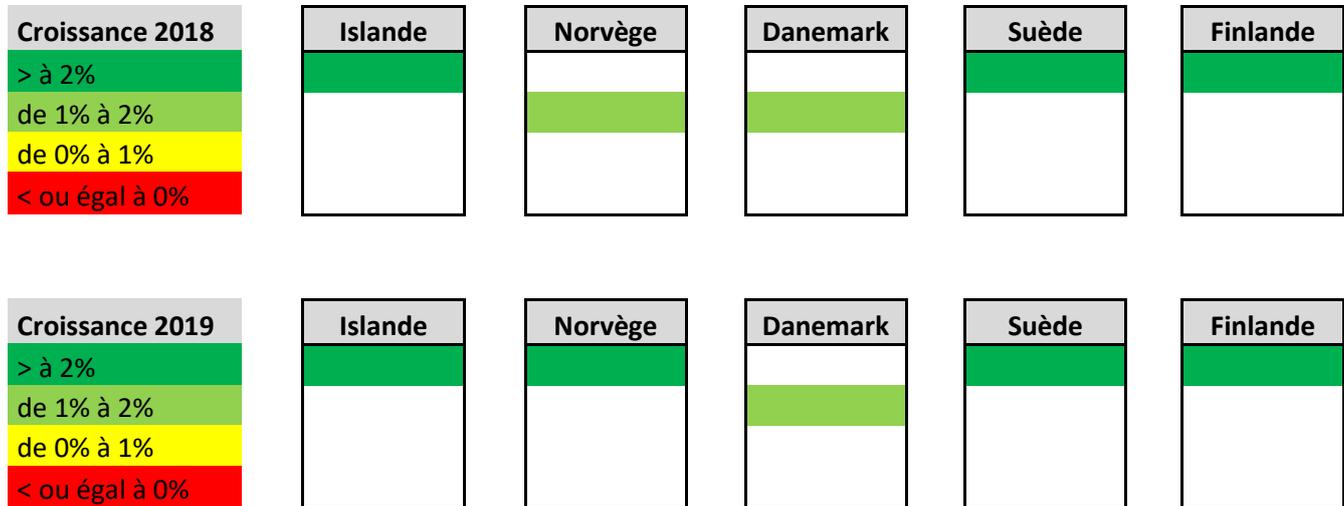
Cartier. Le Flagship store de la marque de luxe ouvrira à Smålandsgatan début novembre, c'est-à-dire dans le triangle d'or du centre de Stockholm qui héberge déjà d'autres enseignes françaises telles que LVMH, Céline et Chanel, mais aussi Sandro et Zadig & Voltaire. La boutique de Cartier à Stockholm sera axée sur la joaillerie et l'horlogerie.

E-santé. La start-up suédoise Kry, qui propose depuis 2014 des services de télémédecine, se lance en France sous l'appellation Livi. Ce service sera proposé aux clients de la start-up d'assurance Alan (fondée en 2016) qui prendra entièrement en charge les frais de consultation. Cette implantation en France témoigne de la volonté de Kry de s'ouvrir au marché européen suite à une croissance explosive de 720% en 2017. La start-up, actuellement présente dans trois pays (Suède, Norvège, Espagne) et utilisée par un demi-million de patients et plus de 300 médecins, a débloqué l'été dernier 53 M€ pour financer son expansion européenne. En France, son concurrent direct est l'application Doctolib qui va également développer un service de consultation à distance.



La quinzaine nordique – 12 octobre 2018 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	3,0	1,7	1,7	2,3	2,9	2,1	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,9	2,2	1,8	2,2	2,6	2,0	3,6	2,7
Institut stat./conj****	2,3	2,0	2,8	2,2	1,8	2,1	2,4	1,9	2,9	2,7
Commission*	1,8	1,9	2,5	2,3	1,7	2,0	2,6	2,0	3,1	2,9
FMI**	2,0	1,9	2,6	1,8	2,1	1,9	2,2	2,0	3,7	2,9
OCDE***	1,7	1,9	2,9	2,5	2,5	2,1	2,8	2,2	2,8	2,6
SEB	1,5	2,5	3,1	2,3	1,4	2,4	2,9	2,4	-	-
Nordea	1,0	1,8	3,0	2,1	1,5	2,5	2,7	2,0	-	-
Danske Bank	1,8	1,9	2,7	2,0	2,5	2,3	1,7	2,0	-	-

Source :

* Prévisions de printemps (mai 2018)

** World Economic Outlook (octobre 2018)

*** Perspectives économiques (mai 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	1,0	1,0	-	-
Commission*	-0,1	0,0	-0,7	-0,2	4,9	4,9	0,8	0,9	0,4	0,6
FMI**	-0,7	-0,5	-0,9	-0,6	5,7	5,7	0,8	0,6	0,7	0,5
OCDE***	-0,5	-0,4	-0,8	-0,5	4,9	5,1	1,0	0,9	1,4	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	60,0	59,4	-	-	37,7	34,3	-	-
Commission*	33,6	32,3	60,4	59,6	33,3	32,0	38,0	35,5	41,2	38,4
FMI**	34,7	34,0	60,3	59,6	36,4	36,4	37,9	34,5	33,8	31,4

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,4	1,4	1,7	2,2	2,3	1,9	1,7	2,3	2,9
cons. privée*	2,0	2,2	1,8	1,8	2,1	1,8	2,3	2,2	5,3	4,0
chômage (BIT)*	5,5	5,2	8,4	8,3	3,4	3,2	6,3	6,3	4,3	4,2

Source :

* *Prévisions de printemps (mai 2018)*

** *World Economic Outlook (octobre 2018)*

*** *Perspectives économiques (mai 2018)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

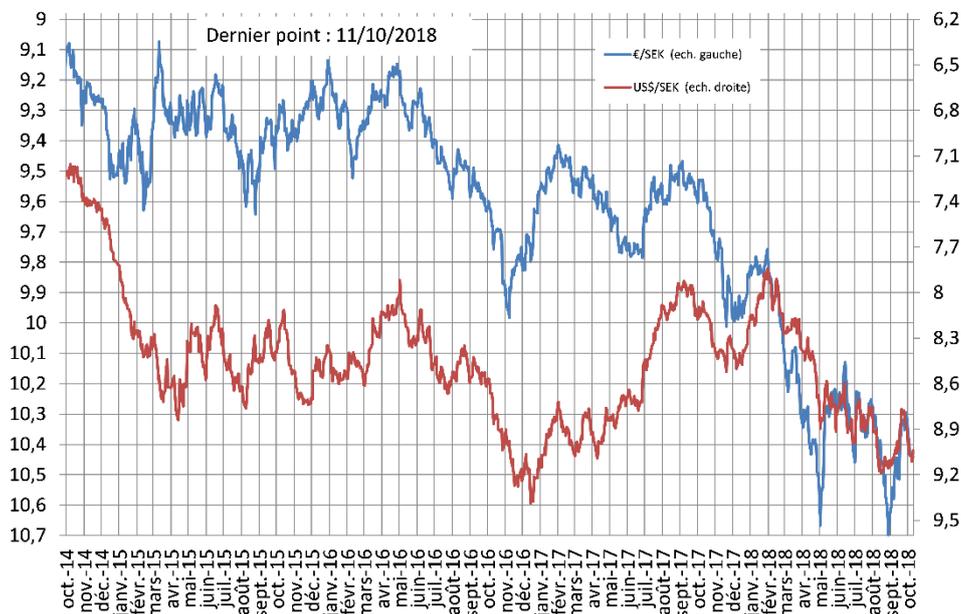
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

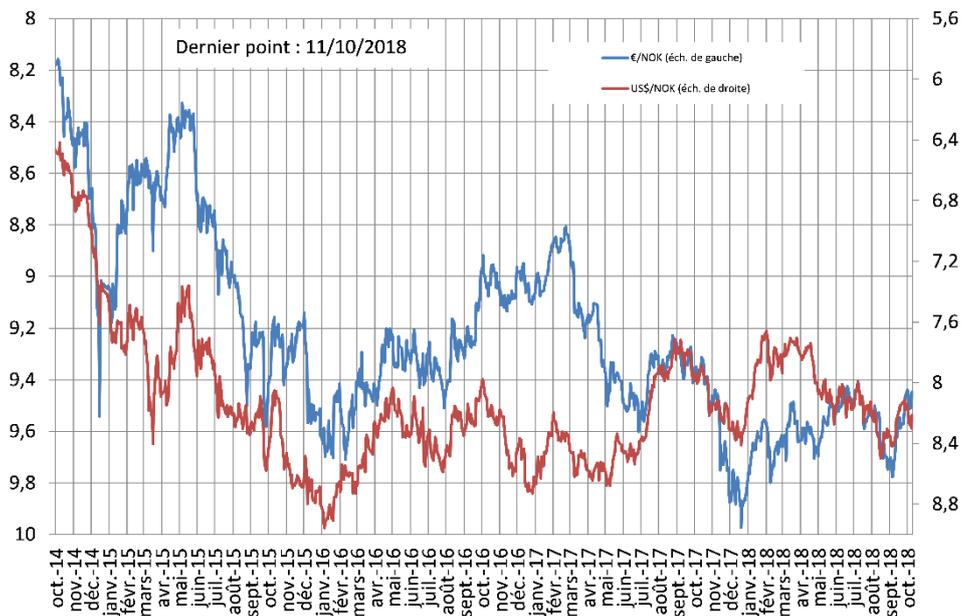


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)
Service Economique Régional (SER) de Stockholm
Ambassade de France en Suède
Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénét), Helsinki (P. Pouliquen, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, F. Caudron).